

Pour la participation de Madagascar à la Conférence Mondiale HABITAT III

Quito, Equateur du 17 au 20 octobre 2016

3^e Réunion du Comité Préparatoire d'Habitat III (PrepCom III)

Surabaya, 25 au 27 juillet 2016

Session plénière

Prise de parole de Monsieur RABE Harimanana,

Directeur de la Ville et de la Planification Territoriale

**Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels,
de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement**

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel intérêt que Madagascar prend part à cette 3^e réunion du Comité Préparatoire de la Conférence d'Habitat III, après avoir participé aux deux précédentes réunions (PrepCom I et PrepCom II), à la Réunion Régionale de l'Afrique à Abuja Nigéria et à quelques réunions thématiques.

Tout d'abord, j'aimerais présenter les excuses de Monsieur Le Ministre qui regrette de ne pas pouvoir assister à cette réunion à cause de ses obligations diverses dans le pays. En dépit de cela, il est profondément convaincu de l'importance du processus pour pouvoir renforcer les actions en faveur du développement urbain durable dans les 20 prochaines années. Ainsi, il adresse à Monsieur Le Directeur Exécutif de l'UN Habitat et Secrétaire Général de la Conférence d'Habitat III, ses vœux de pleine réussite pour le processus, d'ici à Quito en Octobre 2016.

Ensuite, ma présente allocution va réitérer les défis prioritaires identifiés dans notre Rapport Pays, qui seront repris dans notre Politique Nationale Urbaine et que nous sollicitons vivement sa prise en considération dans l'Agenda Urbain de Quito.

Actuellement, Madagascar, comme bon nombre de pays africains, ouvre sa voie vers une urbanisation sans précédent. Par conséquent, le pays doit faire face aux problèmes et défis divers résultant de cette urbanisation, malheureusement mal maîtrisée et des crises politiques répétitives. A cet effet,

le processus préparatoire de la Conférence d'Habitat III constitue une grande opportunité pour Madagascar de promouvoir son développement urbain durable.

Depuis 2013, Madagascar dispose d'un Plan National du Développement, qui vise une croissance forte et inclusive au service d'un développement équitable et durable sur l'ensemble du territoire. Ce Plan National du Développement considère l'urbanisation, comme l'un des atouts du pays pour transformer substantiellement l'économie et la société à tous les niveaux. Pour ce faire, le secteur urbain figure parmi les secteurs à relancer dans le court terme.

Ainsi, la Vision nationale « Madagascar, une Nation moderne et prospère » se décline en une vision spécifique qui consiste à instaurer « des villes bien planifiées, plus sûres, résilientes, inclusives, équitables, durables et identitaires pour la société malgache ; des villes qui assurent pleinement leurs fonctions de fournisseurs de services, de moteur de développement économique, et de structuration du territoire national ».

Il s'agit d'une vision certes ambitieuse, mais qui traduit la volonté de l'Etat d'améliorer les conditions des villes, notamment en matière de gouvernance, d'environnement, d'économie, de services de base, d'infrastructures, ...

Les défis sont évidemment nombreux, parmi lesquels sept grands défis sont à relever en priorité à savoir : (i) la maîtrise de la gestion foncière en milieu urbain, (ii) l'amélioration, le réaménagement et la prévention de la prolifération des bidonvilles, (iii) l'application et le respect des documents d'urbanisme approuvés, (iv) la création d'entreprises et l'appui aux secteurs pourvoyeurs d'emplois, (v) la responsabilisation de la population des villes, (vi) la promotion des villes vertes et écologiques et (vii) l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité.

Conscient de la situation et pour affronter ces défis, Madagascar avec la volonté de son gouvernement s'engage dans une démarche de prospective de rattraper le retard cumulé de ces cinq décennies à travers des interventions rapides et conséquentes et dont les actions seront basées sur les principes suivants : (i) planification inclusive pour un développement urbain cohérent, (ii) le passage à l'opération, (iii) la promotion du 3P, (iv) la synergie entre le développement urbain et rural, (v) l'approche intégrée, actions multi-

sectorielles et multi-bailleurs, (vi) la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées, des communautés et des citoyens, (vii) la prise en main du développement urbain par le niveau local.

Avant de parler des perspectives, il convient tout d'abord de rappeler les réalisations de Madagascar quant au plan d'action de la Conférence d'Habitat II pour nous permettre de bien évaluer l'ampleur des efforts à déployer.

La résorption de l'habitat insalubre reste un problème majeur pour Madagascar. Pour pallier à cette problématique, le pays a mis en place la Politique Nationale de l'Habitat en 2006 avec deux orientations stratégiques : (1) l'amélioration de l'habitat existant par la résorption de l'habitat insalubre, la sécurisation foncière et la normalisation de l'habitat non réglementaire et l'amélioration de l'accès aux services de base, (2) et l'aménagement foncier à grande échelle pour faciliter l'accès au sol et au logement notamment pour les couches modestes.

Par ailleurs, la situation du pays a connu une légère évolution notamment avec la mise en place de la Politique Nationale de l'Aménagement de Territoire (PNAT) en 2006, une politique s'inscrivant dans le cadre d'un engagement dynamique du pays visant à prendre en main le développement fondé sur le double processus de décentralisation et de déconcentration. La PNAT se situe dans la continuité des différentes actions menées par les pouvoirs publics depuis l'indépendance, qui aujourd'hui vise particulièrement l'organisation et l'aménagement de territoire. Ces réalisations et ses évolutions portent sur les plans d'actions qui ont été évoqués dans l'Habitat II.

En termes de perspective, des initiatives ont été prises par l'État malgache ces dernières années en faveur du développement urbain, nous pouvons citer quelques projets qui sont actuellement en cours :

- TATOM : AnTananarivo – Toamasina Madagascar : un projet sur l'élaboration d'un schéma directeur pour relier et renforcer le développement économique de ces deux villes. Il vise à la révision du PUDi d'Antananarivo et de Toamasina ainsi que le développement de transports.
- PADEVE : Programme d'Appui au Développement des Villes d'Équilibre, trois grandes villes sont concernées : Antsiranana, Fianarantsoa, Toliara.

Ce programme a pour ambition de mettre en place des infrastructures de bases dans ces villes, de renforcer les réseaux structurants ainsi qu'un renforcement institutionnel pour une meilleure gouvernance.

- PIAA : Programme Intégrée d'Assainissement d'Antananarivo. Il a pour but d'établir un schéma directeur d'Assainissement de la commune urbaine d'Antananarivo et l'amélioration des conditions de vie de la population.
- Projet de désenclavement des quartiers populaires pour aérer ces quartiers et améliorer les conditions de vie des populations précaires.
- PPAB : Programme Participatif d'Amélioration des Bidonvilles, un projet visant à réduire l'habitat insalubre, favoriser l'accès aux logements des populations les plus vulnérables et lutter contre la prolifération des bidonvilles.

Enfin, la Politique Nationale de Développement Urbain (PNDU) est en cours de finalisation. Ce document s'inscrit dans la Politique générale de développement national. La PNDU devra fournir un cadre pour développer des modèles urbains adaptés aux besoins et au contexte du pays, économiquement plus efficaces, socialement plus justes, résilients et durables, en articulation avec le développement rural et régional. Cette politique va définir les modalités institutionnelles pour mieux planifier et gérer les villes et leurs extensions en articulation avec la décentralisation et identifier les principes pour une mobilisation performante et transparente des ressources nécessaires, une organisation transparente et efficace des partenariats publics-privé, un renforcement de la participation citoyenne afin de faciliter l'accès de tous aux services de base et aux opportunités de développement.

La Politique Nationale Urbaine de Madagascar s'articule autour de trois axes stratégiques :

L'axe 1 « des villes favorisant le développement de tous » décline les éléments clefs pour que la croissance urbaine se fasse de manière économiquement efficace, territorialement et socialement équitable, en préservant l'environnement et en assurant des conditions de vie saines et sûres, afin de générer un développement durable dans l'ensemble du pays ;

L'axe 2 « une gestion moderne, démocratique et transparente des villes », est centré sur les instruments, processus, responsabilités des acteurs qui forment des conditions optimales pour gérer et coordonner le développement urbain de manière efficace, transparente, démocratique et durable ;

Enfin, l'axe 3 « des partenariats techniques et financiers stratégiques pour répondre aux défis de l'urbanisation » traite de la mobilisation coordonnée des capacités de tous les acteurs publics, de la société et du secteur privé, nécessaire au développement urbain, tant au niveau national que local.

Pour terminer mon allocution, je renouvelle ici les messages de M. Le Ministre concernant l'importance de la coordination de nos actions et l'appel à la coopération des acteurs à toutes les échelles. Plus particulièrement, nous nous joignons à la Position Commune de l'Afrique quant à la recommandation de renforcer l'appui de l'UN Habitat et des autres Partenaires Techniques et Financiers déjà en œuvre dans ce secteur. De plus, les partenariats innovants sont vivement sollicités, compte tenu de l'ampleur des défis.

Merci pour votre aimable attention.